



J.-JACQUES SAMSON

Jeudi, 5 décembre 2013 17:22MISE à JOUR Jeudi, 5 décembre 2013 17:24

L'Agence de la garnotte

Le ministère du Revenu n'est qu'une machine administrative qui perçoit impôts et taxes. Que cet appareil soit un véritable ministère ou une agence m'importe relativement peu. C'est une tout autre paire de manches pour les Transports, dont les budgets annuels de dépenses (709 M\$) et d'investissements (245,8 M\$) totalisent près d'un milliard.

Le ministère des Transports est l'un des plus importants donneurs d'ouvrage du Québec. Il subventionne aussi les achats de coûteux équipements pour le transport en commun à coups de milliards. Il dépense lui-même des sommes astronomiques pour des achats d'équipements divers.

S'il est un ministère dont le contrôle des arbitrages et de l'exécution des décisions ainsi que l'imputabilité des décideurs doivent demeurer politiques, c'est bien celui-là.

L'expertise

L'objectif du ministre Sylvain Gaudreault de rapatrier l'expertise perdue par son ministère au fil des ans est justifié. Les firmes d'ingénieurs s'entendaient comme larrons en foire pour fausser les soumissions et les collusionnaires se surveillaient mutuellement ensuite dans la réalisation des travaux, en se moquant des fonctionnaires qui ne voyaient pas la parade passer.

Il n'y a cependant aucune nécessité de créer une nouvelle agence pour poursuivre cet objectif.

Le gouvernement dit par ailleurs une chose et son contraire. Il prétend vouloir ériger un mur de Chine entre le politique et les contrats d'asphalte, mais il soutient que les

membres du gouvernement conserveront le contrôle des décisions sur les travaux routiers.

Par ailleurs, qui a inventé qu'une agence était indépendante du pouvoir politique? Le gouvernement nomme les membres du conseil d'administration et le président-directeur général.

Le gouvernement Marois a par exemple nommé Nicolas Girard pdg de l'Agence métropolitaine des transports de Montréal, un bras du ministère des Transports. La principale qualité de M. Girard pour occuper ce poste est d'avoir été un député du PQ défait en 2012. M. Girard y a remplacé Joël Gauthier, ex-directeur du Parti libéral du Québec, nommé à l'Agence par Jean Charest.

Un monde parallèle

Le recrutement et la rémunération du personnel de pareilles agences échappent à la Loi sur la fonction publique. Les heureux recrutés défoncent les plafonds salariaux et d'avantages marginaux de l'appareil administratif régulier.

Les directions doivent rendre des comptes à un conseil d'administration dont les membres ne possèdent souvent pas l'expertise pour évaluer la pertinence des décisions et la qualité de la gestion.

Un ministre est quotidiennement imputable en personne à l'Assemblée nationale des activités de son ministère. Lorsqu'il s'agit plutôt d'une agence, pourtant subventionnée mur à mur avec des fonds publics et qui dépense des fonds publics, le ministre tuteur ne fait qu'aller aux nouvelles. Dans le cas récent du pdg de l'agence de tourisme de Montréal, Charles Lapointe, le ministre Pascal Bérubé a demandé à rencontrer des membres d'un C.A. qui lui ont dit qu'ils ignoraient tout. Et la belle vie s'y continue, à 400 000 \$ par année pour le successeur de M. Lapointe. L'AMT et Tourisme Montréal sont des bineries à côté du ministère des Transports. Avant de transformer celui-ci en agence, on ferait bien d'y repenser.